

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:
Hôtel de Ville
BP 2205
06606 ANTIBES CEDEX

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU BUREAU
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 24 septembre 2018

Effectif légal	Présents	Procurations + Absents
25	18	7

N° de la séance : 31

Objet de la délibération : Direction
Développement de la Technopole Sophia
Antipolis - Partenariat Université Côte
d'Azur - Projet OPAL (Mésocentre) -
Attribution d'une subvention

- ☒ Original
▪ Expédition certifiée conforme à
l'original
Pour le Président,
Le Directeur Général des Services

Stéphane PINTRE

N° Enregistrement : BC.2018.199

Date de la convocation :
Le 18/09/2018

Certifié exécutoire compte tenu

de l'affichage
en date du **- 5 OCT. 2018**

de la réception s/Préfecture
en date du **- 3 OCT. 2018**

Pour le Président,
La Responsable de Service



Corinne PAVAN-SANTAINÉ

L'an deux mil dix-huit et le 24 septembre à 10h30, le Bureau Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Les Genêts, 449 Route des Crêtes à Valbonne, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan-Les-Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Michelle SALUCKI, Lionnel LUCA, Christophe ETORE, Guilaine DEBRAS, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Damien BAGARIA, Joseph LE CHAPELAIN, Richard RIBERO, Eric MELE, Jean-Pierre MASCARELLI, Marguerite BLAZY, Dominique TRABAUD, Gilbert TAULANE, Jean-Paul ARNAUD, Richard THIERY, René TRASTOUR

ABSENTS :

Gérald LOMBARDO, Jean Pierre MAURIN, Thierry OCCELLI, Roger CRESP, Gilbert HUGUES, Claude BERENGER, Joseph VALETTE

Monsieur MASCARELLI,

Par délibération du Conseil communautaire n°CC.2016.144 du 26 septembre 2016, la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis s'est engagée à poursuivre et renforcer son soutien aux acteurs du développement économique et de la Recherche sur Sophia Antipolis.

Dans toutes les disciplines scientifiques, les travaux de recherche font affluer un important volume de données, des phases de traitement nécessitant l'usage intensif du calcul scientifique haute performance et des moyens modernes de visualisation en trois dimensions pour l'interprétation de ces traitements. L'augmentation des besoins croît de manière exponentielle.

Par ailleurs, les avancées technologiques en termes d'acquisition de données, de calcul haute performance et de méthodes d'imagerie haute résolution en 3D ouvrent aujourd'hui de nouvelles perspectives de mise en œuvre.

Actuellement, plusieurs centres de calcul sont déployés dans le département. Quatre sites possèdent des infrastructures matérielles conséquentes dont Mines ParisTech et l'Institut National de Recherche en Informatique Avancée (Inria) sur le site de Sophia Antipolis. Il s'agit de définir et mettre en œuvre une infrastructure distribuée et mutualisée, de calcul, de stockage et de visualisation sur le département afin de répondre à ces besoins scientifiques.

OPAL (Observatoire Pluridisciplinaire des Alpes Maritimes) est un projet de mésocentre mutualisé, répondant aux exigences de la recherche de niveau international, commun aux acteurs académiques de l'Enseignement supérieur et Recherche des Alpes Maritimes. A travers un défi technologique de mise en commun optimisée de leurs équipements, il doit permettre à l'ensemble de ces acteurs de renforcer les moyens informatiques pour leurs recherches fondamentales et appliquées, afin de positionner le pôle académique azuréen au plus haut niveau mondial tout en interagissant avec le milieu socio-économique local et territorial.

Le montant total du projet OPAL s'élève à 2,1 millions d'euros. Le projet a débuté en 2016 pour une durée de 5 ans sous réserve de l'obtention des financements de l'ensemble des acteurs impliqués dans le projet OPAL.

Les résultats attendus sont :

- Le déploiement d'un mésocentre de calcul mutualisé et distribué pour l'ensemble des utilisateurs des Alpes Maritimes, sur le centre de l'Inria au campus SophiaTech et le centre de l'Ecole des Mines ParisTech à Sophia Antipolis ;
- Faciliter l'accès au mésocentre (équipements et expertises) dans le cadre d'un accompagnement dans leur stratégie d'innovation pour les entreprises, les startups ou les entreprises en incubateur public ou privé du territoire sophipolitain et de la C.A.S.A, en complément des entreprises engagées dans des contrats de recherche avec Inria ;
- S'engager à collaborer au développement et renforcement de la thématique « Technologies du numérique » avec les acteurs clés de Sophia Antipolis dans le cadre de l'IDEX UCA^{JEDI} ;
- Valoriser le nouveau mésocentre de calcul mutualisé, les équipements, les compétences développées et la recherche scientifique au niveau local, national et international afin de contribuer au rayonnement et à l'attractivité de la technopole.

Pour ce faire, Inria et Mines ParisTech sollicitent auprès de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis une participation financière à hauteur de 250 000 € soit 125 000 € pour Inria et 125 000 € pour Mines ParisTech, afin de participer aux cofinancements de l'investissement et du fonctionnement du projet OPAL.

Le plan de financement prévisionnel du projet prévoit les participations financières suivantes :

Etat (DRRT Délégation Régionale Recherche et Technologies	450 K€
Conseil Régional	500 K€
C.A.S.A.	250 k€
Autofinancement Inria	300 K€
Autofinancement Mines Pari Tech	300 K€
Autofinancement OCA	300 K€

Vu la délibération du Conseil Communautaire n°CC.2014.005 du 14 avril 2014 par laquelle le Bureau a reçu délégation du Conseil pour prendre toutes décisions, à l'exception des décisions budgétaires, en matière de subvention à recevoir ou à accorder ;

Il est donc proposé au Bureau Communautaire :

- d'octroyer une subvention de 250 000 €, pour le projet OPAL, à répartir comme suit :
 - Inria : 125 000 € dont
 - 62 500 € imputés sur les crédits budgétaires de l'exercice 2018 ;
 - 62 500 € imputés sur les crédits budgétaires de l'exercice 2019 ;
 - Mines ParisTech : 125 000 € dont
 - 62 500 € imputés sur les crédits budgétaires de l'exercice 2018 ;
 - 62 500 € imputés sur les crédits budgétaires de l'exercice 2019.
- d'approuver les termes des deux conventions de partenariat dont les projets sont joints en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Président à signer ces conventions ainsi que tout document nécessaire à la bonne exécution de cette délibération ;
- d'imputer la dépense sur le compte 204172 du budget 2018 et 2019 de la Direction Développement de la Technopole Sophia Antipolis.

LE BUREAU COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU VICE-PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :

- d'octroyer une subvention de 250 000 €, pour le projet OPAL, à répartir comme suit :
 - Inria : 125 000 € dont
 - 62 500 € imputés sur les crédits budgétaires de l'exercice 2018 ;
 - 62 500 € imputés sur les crédits budgétaires de l'exercice 2019 ;
 - Mines ParisTech : 125 000 € dont
 - 62 500 € imputés sur les crédits budgétaires de l'exercice 2018 ;
 - 62 500 € imputés sur les crédits budgétaires de l'exercice 2019.
- d'approuver les termes des deux conventions de partenariat dont les projets sont joints en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Président à signer ces conventions ainsi que tout document nécessaire à la bonne exécution de cette délibération ;
- d'imputer la dépense sur le compte 204172 du budget 2018 et 2019 de la Direction Développement de la Technopole Sophia Antipolis.

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 24 septembre 2018
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,


Jean LEONETTI

CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE AVEC L'EPST INRIA PROJET OPAL

Entre les soussignés :

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, ayant son siège social à la Mairie d'Antibes, B.P. 2205 - 06606 ANTIBES représentée par Monsieur Jean LEONETTI agissant au lieu et place de la Communauté en sa qualité de Président conformément à la délibération du Bureau Communautaire du 24 septembre 2018 ;

Ci-après désignée **C.A.S.A.**

ET

L'Institut National de Recherche en Informatique et en Automatique, Etablissement Public à caractère Scientifique et Technologique régi par le Décret n° 85-831 du 02 août 1985 modifié, ayant son siège Domaine de Voluceau – Rocquencourt - BP 105 - 78153 LE CHESNAY Cedex, N° SIRET 180 089 047 00013, code APE 7219Z, représenté par son Président Directeur Général, M. Bruno SPORTISSE et, par délégation aux fins des présentes, par M. David SIMPLOT, Directeur du centre de recherche Sophia Antipolis-Méditerranée, sise 2004, route des Lucioles – BP 93 - 06902 SOPHIA ANTIPOLIS Cedex ;

Ci-après désigné **Inria**

Ci-après désigné individuellement la « partie » ou collectivement les « parties ».

EXPOSE

Vu l'arrêté préfectoral en date du 10 décembre 2001 portant création de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, celle-ci exerce, au titre de ses compétences obligatoires, celle liée au développement économique.

Dans toutes les disciplines scientifiques, les travaux de recherche font affluer un important volume de données, des phases de traitement nécessitant l'usage intensif du calcul scientifique haute performance, et des moyens modernes de visualisation en trois dimensions pour l'interprétation de ces traitements. L'augmentation des besoins croît de manière exponentielle.

Par ailleurs, les avancées technologiques en termes d'acquisition de données, de calcul haute performance, et de méthodes d'imagerie haute résolution en 3D ouvrent aujourd'hui de nouvelles perspectives de mise en œuvre.

Actuellement, plusieurs centres de calcul sont déployés dans le département. Quatre sites possèdent des infrastructures matérielles conséquentes dont Mines ParisTech et Inria sur le site de Sophia Antipolis.

La proposition vise donc à définir et mettre en œuvre une infrastructure distribuée et mutualisée de calcul, de stockage et de visualisation sur le département afin de répondre à ces besoins scientifiques.

Dans ce contexte, l'Université Côte d'Azur (UCA) dont Inria et Mines ParisTech sont membres, a lancé, dans le cadre de son projet IDEX UCA^{JEDI}, une plateforme « modélisation, simulation et interactions » (MSI) transversale à l'ensemble de ses cinq académies, des trois défis et de leurs centres de référence visant à renforcer le positionnement et l'attractivité scientifique de l'ensemble des campus.

Dès la genèse du projet OPAL (Observatoire Pluridisciplinaire des Alpes Maritimes), celui-ci a été conçu comme un outil essentiel de cette politique scientifique transdisciplinaire qui passe notamment par l'interopérabilité des données produites par les acteurs académiques désormais partenaires au sein d'UCA et d'UCA^{JEDI}. OPAL est une composante majeure de la MSI.

OPAL (Observatoire Pluridisciplinaire des Alpes Maritimes) est un projet de mésocentre mutualisé, répondant aux exigences de la recherche de niveau international, commun aux acteurs académiques de l'enseignement supérieur et Recherche des Alpes Maritimes. A travers un défi technologique de mise en commun optimisée de leurs équipements, il doit permettre à l'ensemble des acteurs académiques de la Côte d'Azur : UNS, CNRS, Inria, OCA, Mines ParisTech, INRA, Eurécom, OOV (UPMC) de renforcer les moyens informatiques pour leurs recherches fondamentales et appliquées afin de positionner le pôle académique azuréen au plus haut niveau mondial, tout en interagissant avec le milieu socio-économique local et territorial.

Le plan de cofinancement des équipements de la plateforme technologique dont la présente convention fait l'objet, s'appuie sur une demande CPER 2015-2020 auprès de l'Etat (DRRT), de la Région PACA, de la C.A.S.A, des fonds propres de Inria, de Mines ParisTech et de l'Observatoire de la Côte d'Azur. A noter qu'un dossier FEDER, financé par l'Europe, sera traité techniquement et budgétairement de manière indépendante.

La C.A.S.A. souhaite soutenir ce projet.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, Inria s'engage à déployer le mésocentre de calcul mutualisé et distribué pour l'ensemble des utilisateurs des Alpes Maritimes au campus SophiaTech situé sur le territoire de la Technopole Sophia Antipolis.

Par ailleurs, Inria s'engage au travers de ses centres existants sur Sophia Antipolis à :

- Faciliter l'accès au mésocentre (équipements et expertises) dans le cadre d'un accompagnement dans leur stratégie d'innovation pour les entreprises, les startups ou les entreprises en incubateur public ou privé du territoire sophilopolitain et de la C.A.S.A, en complément des entreprises engagées dans des contrats de recherche avec Inria;
- S'engager dans le cadre de ses programmes de recherche décrits en préambule, et dans le dossier complet CPER, à collaborer au développement et renforcement de la thématique « Technologies du numérique » avec les acteurs clés de Sophia Antipolis dans le cadre de l'IDEX UCA^{JEDI};
- Valoriser le nouveau mésocentre de calcul mutualisé, les équipements, les compétences développées et la recherche scientifique au niveau local, national et international afin de contribuer au rayonnement et à l'attractivité de la technopole.

En contrepartie, la C.A.S.A. s'engage à soutenir financièrement Inria pour la réalisation des objectifs du projet OPAL.

La présente convention a donc pour objet de prévoir les modalités de la participation financière de la CASA dans la réalisation du projet OPAL et les droits et obligations en découlant pour Inria.

ARTICLE 2 : MONTANT DE L'OPERATION

Le montant global du projet est de 2 100 000 € HT

Le plan de financement prévisionnel du projet prévoit les participations financières suivantes (HT) :

Etat (DRRT)	450 K€
Conseil Régional	500 K€
C.A.S.A .	250 K€
Autofinancement Inria	300 K€
Autofinancement Mines ParisTech	300 K€
Autofinancement OCA	300 K€

ARTICLE 3 : MONTANT DE LA PARTICIPATION

Le coût d'objectif de l'opération cofinancée inscrit au contrat de plan s'élève à 2 100 000 € HT.

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis s'engage à participer au financement de cette opération pour un montant de 250 000€ HT, soit 11.9 % réparti entre Inria (125 000 € HT) et Mines ParisTech (125 000 € HT).

Le tableau ci-après indique les montants attendus de la participation financière de chacun des partenaires de l'opération. La validité de cette présente convention est liée à l'engagement de tous les partenaires conformément à ce tableau.

DEPENSES	MONTANT € HT		RESSOURCES	MONTANT € HT	Taux de financement
Chef de file — OCA			Chef de file — OCA		
Infrastructure & nœuds de calcul	630 000		ETAT	239 670	36%
Stockage	45 000		REGION	135 330	20%
			Autre public		
			Contributions privées		
			Autofinancement	300 000	44%
<i>Sous total</i>	675 000		<i>Sous total</i>	675 000	
Partenaire 1 — Inria			Partenaire 1 — Inria		
Visualisation 3D	350 000		ETAT	210 330	28%
Infrastructure & nœuds de calcul	355 000		REGION	114 670	15%
Stockage	45 000		Autre public — CASA	125 000	17%
			Contributions privées		
			Autofinancement	300 000	40%
<i>Sous total</i>	750 000		<i>Sous total</i>	750 000	
Partenaire 2 — Mines ParisTech			Partenaire 2 — Mines ParisTech		
Infrastructure, environnement & nœuds de calcul	630 000		ETAT		
Stockage	45 000		REGION	250 000	37%
			Autre public — CASA	125 000	18,5%
			Contributions privées		
			Autofinancement	300 000	44,5%
<i>Sous total</i>	675 000		<i>Sous total</i>	675 000	
TOTAL	2 100 000		TOTAL	2 100 000	

ARTICLE 4 : REEVALUATION DE LA PARTICIPATION

Les montants indiqués ne sauraient être l'objet d'une réévaluation conduisant au dépassement de ces montants. Si le coût de la réalisation du projet est inférieur au montant indiqué, il sera fait application du pourcentage de participation.

ARTICLE 5 : RATTACHEMENT DE LA PARTICIPATION

La participation de la C.A.S.A respectera l'échéancier établi conformément à l'avancement prévu des travaux et aux besoins de paiement estimés. Les versements seront effectués à l'appui des pièces indiquées à l'article 7.

ARTICLE 6 : ENGAGEMENT DE MISE A DISPOSITION DES FONDS

La C.A.S.A s'engage à respecter l'échéancier ci-dessous et, en conséquence, à inscrire en temps utile dans son budget les sommes nécessaires au règlement de l'échéance correspondante.

		1 ^{er} acompte	solde
Montant participation	125 000,00 €	62 500,00 €	62 500,00€
Année de versement*		2018	2019

*sous réserve de la production des pièces justificatives

ARTICLE 7: SUIVI DE L'OPERATION ET PIECES JUSTIFICATIVES A FOURNIR PAR LE BENEFICIAIRE

Inria tiendra informée la C.A.S.A de l'état d'avancement de l'opération et produira :

- 7-1 au moment du versement du premier acompte de 62 500 € correspondant à 50% de la participation de l'EPCI : la signature de la convention ;
- 7-2 à achèvement de l'opération, le solde soit au maximum 62 500 €, un bilan d'exécution technique et financier de l'opération, la transmission du tableau des factures acquittées certifié par l'agent comptable à hauteur de 100% du montant de la participation financière C.A.S.A.

ARTICLE 8 : MODIFICATION DE L'ECHEANCIER

S'il survient des circonstances exceptionnelles le justifiant, l'échéancier ainsi défini pourra être modifié par voie d'avenant à la présente convention. Inria s'engage à transmettre à la C.A.S.A un calendrier prévisionnel actualisé des travaux, en cas de modification du planning prévisionnel.

ARTICLE 9 : OBLIGATIONS D'INRIA

Inria s'engage à :

- Assurer la bonne exécution de l'opération et à transmettre à la C.A.S.A un calendrier prévisionnel actualisé des travaux,
- Fournir au terme de la convention un bilan d'ensemble qualitatif et quantitatif de la mise en œuvre de l'action (ou du programme d'actions) à partir des indicateurs quantitatifs et qualitatifs définis dans le dossier unique de demande de subvention,
- Ouvrir l'accès au mésocentre mutualisé à travers son centre de calcul aux acteurs de Sophia Antipolis et du territoire selon des modalités à définir conjointement avec les équipes d'Inria, selon deux modes opératoires envisagés :
 - contrats de partenariat dans le cadre des projets de recherche et développement avec précisions, si nécessaire, des clauses de propriété intellectuelle,
 - accès aux équipements présentant un caractère innovant non disponible dans l'offre du marché ; les conditions d'accès peuvent inclure une contrepartie financière à concurrence des coûts de fonctionnement.
- Communiquer sur l'engagement, la participation et le soutien financier de la C.A.S.A. par la présence d'un logo et d'une mention dans l'ensemble des documents et supports de communication / d'informations diffusés par Inria, tous formats confondus, ainsi que les équipements, en lien avec l'action et le projet subventionnés.

Pour le suivi du projet, la C.A.S.A sera conviée aux réunions de suivi de projet.

En termes de contrôle, il est proposé d'instaurer les indicateurs suivants :

- Thématiques de recherche abordées dans le cadre du mésocentre mutualisé ;
- Nombre et nature des partenariats avec les entreprises ;
- Nombre de publications et communications scientifiques ;
- Nombre de startups ayant bénéficié du mésocentre mutualisé ;
- Volume d'utilisation globale du mésocentre mutualisé par les équipes de chercheurs et entreprises du territoire ;
- Thématiques, domaines applicatifs et expertises mobilisées ;
- Communication, nombre de parutions presse, interviews, relais partenaires, réseaux sociaux.

ARTICLE 10 : DUREE- DUREE - RESILIATION

La présente convention entre en vigueur pour les années 2018 et 2019 jusqu'au versement du solde à l'achèvement de l'opération mentionné à l'article 7.2 fixé au 31 décembre 2019, sous réserve de modifications de l'échéancier prévu à l'article 8.

Elle pourra être prolongée par voie d'avenant dûment signé entre les parties.

Cette convention peut être résiliée après mise en demeure préalable pour défaut d'exécution par l'une ou l'autre des parties. Cette mise en demeure fixe le délai de préavis de résiliation à quinze jours par lettre recommandée avec accusé de réception, pour manquement ou inexécution des obligations contractuelles.

ARTICLE 11 : DROIT APPLICABLE- REGLEMENT DES CONTESTATIONS

La présente convention est soumise au droit français.

A défaut d'accord amiable, les contestations qui s'élèveraient entre les parties au sujet de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention, seront portées devant le Tribunal administratif de Nice.

Fait à Valbonne Sophia Antipolis, le

En deux (2) exemplaires

Pour Inria

Le Directeur du centre de
recherche Inria Sophia Antipolis-
Méditerranée
DAVID SIMPLOT

Pour la Communauté
D'Agglomération
Sophia Antipolis

Le Président
JEAN LEONETTI

CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE AVEC MINES PARISTECH PROJET OPAL

Entre les soussignés :

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, ayant son siège social à la Mairie d'Antibes, B.P. 2205 - 06606 ANTIBES représentée par Monsieur Jean LEONETTI agissant au lieu et place de la Communauté en sa qualité de Président conformément à la délibération du Bureau Communautaire du 24 septembre 2018 ;

Ci-après désignée **C.A.S.A.**

ET

L'**Ecole Nationale Supérieure des Mines de Paris** est un établissement public (statut d'établissement public à caractère administratif), ayant le siège social au 60, boulevard Saint-Michel – 75 272 PARIS cedex 06 représentée par Monsieur Vincent LAFLECHE en sa qualité de Directeur ;

Ci-après désignée **Mines ParisTech**

EXPOSE

Vu l'arrêté préfectoral en date du 10 décembre 2001 portant création de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, celle-ci exerce, au titre de ses compétences obligatoires, celle liée au développement économique.

Dans toutes les disciplines scientifiques, les travaux de recherche font affluer un important volume de données, des phases de traitement nécessitant l'usage intensif du calcul scientifique haute performance, et des moyens modernes de visualisation en trois dimensions pour l'interprétation de ces traitements. L'augmentation des besoins croît de manière exponentielle.

Par ailleurs, les avancées technologiques en termes d'acquisition de données, de calcul haute performance, et de méthodes d'imagerie haute résolution en 3D ouvrent aujourd'hui de nouvelles perspectives de mise en œuvre.

Actuellement, plusieurs centres de calcul sont déployés dans le département. 4 sites possèdent des infrastructures matérielles conséquentes dont Mines ParisTech et Inria sur le site de Sophia Antipolis.

La proposition vise donc à définir et mettre en œuvre une infrastructure distribuée et mutualisée de calcul, de stockage et de visualisation sur le département afin de répondre à ces besoins scientifiques.

Dans ce contexte, l'Université Côte d'Azur (UCA) dont Inria et Mines ParisTech sont membres, a lancé, dans le cadre de son projet IDEX UCA^{JEDI}, une plateforme « modélisation, simulation et interactions » (MSI) transversale à l'ensemble de ses cinq académies, des trois défis et de leurs centres de référence visant à renforcer le positionnement et l'attractivité scientifique de l'ensemble des campus.

Dès la genèse du projet OPAL (Observatoire Pluridisciplinaire des Alpes Maritimes), celui-ci a été conçu comme un outil essentiel de cette politique scientifique transdisciplinaire qui passe notamment par l'interopérabilité des données produites par les acteurs académiques désormais partenaires au sein d'UCA et d'UCA^{JEDI}. OPAL est une composante majeure de la MSI.

OPAL (Observatoire Pluridisciplinaire des Alpes Maritimes) est un projet de mésocentre mutualisé, répondant aux exigences de la recherche de niveau international, commun aux acteurs académiques de l'enseignement supérieur et Recherche des Alpes Maritimes.

A travers un défi technologique de mise en commun optimisée de leurs équipements, il doit permettre à l'ensemble des acteurs académiques de la Côte d'Azur : UNS, CNRS, Inria, OCA, Mines ParisTech, INRA, Eurécom, OOV (UPMC) de renforcer les moyens informatiques pour leurs recherches fondamentales et appliquées afin de positionner le pôle académique azuréen au plus haut niveau mondial, tout en interagissant avec le milieu socio-économique local et territorial.

Le plan de cofinancement des équipements de la plateforme technologique dont la présente convention fait l'objet, s'appuie sur une demande CPER 2015-2020 auprès de l'Etat (DRRT), de la Région PACA, de la C.A.S.A, des fonds propres de Inria, de Mines ParisTech et de l'Observatoire de la Côte d'Azur. A noter qu'un dossier FEDER, financé par l'Europe, sera traité techniquement et budgétairement de manière indépendante.

La C.A.S.A. souhaite soutenir ce projet.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, Mines ParisTech s'engage à déployer le mésocentre de calcul mutualisé et distribué pour l'ensemble des utilisateurs des Alpes Maritimes à l'Ecole des Mines ParisTech situé sur le territoire de la Technopole Sophia Antipolis.

Par ailleurs, Mines ParisTech s'engage au travers de ses centres existants sur Sophia Antipolis à :

- Faciliter l'accès au mésocentre (équipements et expertises) dans le cadre d'un accompagnement dans leur stratégie d'innovation pour les entreprises, les startups ou les entreprises en incubateur public ou privé du territoire sophilopolitain et de la C.A.S.A, en complément des entreprises engagées dans des contrats de recherche avec Mines ParisTech;
- S'engager dans le cadre de ses programmes de recherche décrits en préambule, et dans le dossier complet CPER, à collaborer au développement et renforcement de la thématique « Technologies du numérique » avec les acteurs clés de Sophia Antipolis dans le cadre de l'IDEX UCA^{JEDI} ;
- Valoriser le nouveau mésocentre de calcul mutualisé, les équipements, les compétences développées et la recherche scientifique au niveau local, national et international afin de contribuer au rayonnement et à l'attractivité de la technopole.

En contrepartie, la C.A.S.A. s'engage à soutenir financièrement Mines ParisTech pour la réalisation des objectifs du projet OPAL.

La présente convention a donc pour objet de prévoir les modalités de la participation financière de la CASA dans la réalisation du projet OPAL et les droits et obligations en découlant pour Mines ParisTech.

ARTICLE 2 : MONTANT DE L'OPERATION

Le montant global du projet est de 2 100 000 € HT

Le plan de financement prévisionnel du projet prévoit les participations financières suivantes (HT) :

Etat (DRRT)	450 K€
Conseil Régional	500 K€
C.A.S.A .	250 K€
Autofinancement Inria	300 K€
Autofinancement Mines ParisTech	300 K€
Autofinancement OCA	300 K€

ARTICLE 3 : MONTANT DE LA PARTICIPATION

Le coût d'objectif de l'opération cofinancée inscrit au contrat de plan s'élève à 2 100 000 € HT

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis s'engage à participer au financement de cette opération pour un montant de 250 000 € HT, soit 11.9 % réparti entre Inria (125 000 € HT) et Mines ParisTech (125 000 € HT).

Le tableau ci-après indique les montants attendus de la participation financière de chacun des partenaires de l'opération. La validité de cette présente convention est liée à l'engagement de tous les partenaires conformément à ce tableau.

DEPENSES	MONTANT € HT		RESSOURCES	MONTANT € HT	Taux de financement
Chef de file — OCA			Chef de file — OCA		
Infrastructure & noeuds de calcul	630 000		ETAT	239 670	36%
Stockage	45 000		REGION	135 330	20%
			Autre public		
			Contributions privées		
			Autofinancement	300 000	44%
Sous total	675 000		Sous total	675 000	
Partenaire 1 — Inria			Partenaire 1 — Inria		
Visualisation 3D	350 000		ETAT	210 330	28%
Infrastructure & noeuds de calcul	355 000		REGION	114 670	15%
Stockage	45 000		Autre public — CASA	125 000	17%
			Contributions privées		
			Autofinancement	300 000	40%
Sous total	750 000		Sous total	750 000	
Partenaire 2 — Mines ParisTech			Partenaire 2 — Mines ParisTech		
Infrastructure, environnement & noeuds de calcul	630 000		ETAT		
Stockage	45 000		REGION	250 000	37%
			Autre public — CASA	125 000	18,5%
			Contributions privées		
			Autofinancement	300 000	44,5%
Sous total	675 000		Sous total	675 000	
TOTAL	2 100 000		TOTAL	2 100 000	

ARTICLE 4 : REEVALUATION DE LA PARTICIPATION

Les montants indiqués ne sauraient être l'objet d'une réévaluation conduisant au dépassement de ces montants. Si le coût de la réalisation du projet est inférieur au montant indiqué, il sera fait application du pourcentage de participation.

ARTICLE 5 : RATTACHEMENT DE LA PARTICIPATION

La participation de la C.A.S.A respectera l'échéancier établi conformément à l'avancement prévu des travaux et aux besoins de paiement estimés. Les versements seront effectués à l'appui des pièces indiquées à l'article 7.

ARTICLE 6 : ENGAGEMENT DE MISE A DISPOSITION DES FONDS

La C.A.S.A s'engage à respecter l'échéancier ci-dessous et, en conséquence, à inscrire en temps utile dans son budget les sommes nécessaires au règlement de l'échéance correspondante.

		1 ^{er} acompte	solde
Montant participation	125 000,00 €	62 500,00 €	62 500,00 €
Année de versement*		2018	2019

*sous réserve de la production des pièces justificatives

ARTICLE 7: SUIVI DE L'OPERATION ET PIECES JUSTIFICATIVES A FOURNIR PAR LE BENEFICIAIRE

Mines ParisTech tiendra informée la C.A.S.A de l'état d'avancement de l'opération et produira :

- 7-1 au moment du versement du premier acompte de 62 500 € correspondant à 50 % de la participation de l'EPCI : la signature de la convention ;
- 7-2 à achèvement de l'opération, le solde soit au maximum 62 500 €, un bilan d'exécution technique et financier de l'opération, la transmission du tableau des factures acquittées certifié par l'agent comptable à hauteur de 100% du montant de la participation financière C.A.S.A.

ARTICLE 8 : MODIFICATION DE L'ECHANCIER

S'il survient des circonstances exceptionnelles le justifiant, l'échéancier ainsi défini pourra être modifié par voie d'avenant à la présente convention. Mines ParisTech s'engage à transmettre à la C.A.S.A un calendrier prévisionnel actualisé des travaux, en cas de modification du planning prévisionnel.

ARTICLE 9 : OBLIGATIONS DE MINES PARISTECH

Mines ParisTech s'engage à :

- Assurer la bonne exécution de l'opération et à transmettre à la C.A.S.A un calendrier prévisionnel actualisé des travaux,
- Fournir au terme de la convention un bilan d'ensemble qualitatif et quantitatif de la mise en œuvre de l'action (ou du programme d'actions) à partir des indicateurs quantitatifs et qualitatifs définis dans le dossier unique de demande de subvention,
- Ouvrir l'accès au mésocentre mutualisé à travers son centre de calcul aux acteurs de Sophia Antipolis et du territoire selon des modalités à définir conjointement avec les équipes de Mines ParisTech, selon deux modes opératoires envisagés :
 - contrats de partenariat dans le cadre des projets de recherche et développement avec précisions, si nécessaire, des clauses de propriété intellectuelle,
 - accès aux équipements présentant un caractère innovant non disponible dans l'offre du marché ; les conditions d'accès peuvent inclure une contrepartie financière à concurrence des coûts de fonctionnement.
- Communiquer sur l'engagement, la participation et le soutien financier de la C.A.S.A. par la présence d'un logo et d'une mention dans l'ensemble des documents et supports de communication / d'informations diffusés par Mines ParisTech, tous formats confondus, ainsi que les équipements, en lien avec l'action et le projet subventionnés.

Pour le suivi du projet, la C.A.S.A sera conviée aux réunions de suivi de projet.

En termes de contrôle, il est proposé d'instaurer les indicateurs suivants :

- Thématiques de recherche abordées dans le cadre du mésocentre mutualisé ;
- Nombre et nature des partenariats avec les entreprises ;
- Nombre de publications et communications scientifiques ;
- Nombre de startups ayant bénéficié du mésocentre mutualisé ;
- Volume d'utilisation globale du mésocentre mutualisé par les équipes de chercheurs et entreprises du territoire ;
- Thématiques, domaines applicatifs et expertises mobilisées ;
- Communication, nombre de parutions presse, interviews, relais partenaires, réseaux sociaux.

ARTICLE 10 : DUREE - RESILIATION

La présente convention entre en vigueur pour les années 2018 et 2019 jusqu'au versement du solde à l'achèvement de l'opération mentionné à l'article 7.2 fixé au 31 décembre 2019, sous réserve de modifications de l'échéancier prévu à l'article 8.

Elle pourra être prolongée par voie d'avenant dûment signé entre les parties.

Cette convention peut être résiliée après mise en demeure préalable pour défaut d'exécution par l'une ou l'autre des parties. Cette mise en demeure fixe le délai de préavis de résiliation à quinze jours par lettre recommandée avec accusé de réception, pour manquement ou inexécution des obligations contractuelles.

ARTICLE 11 : REGLEMENT DES CONTESTATIONS

La présente convention est soumise au droit français.

A défaut d'accord amiable, les contestations qui s'élèveraient entre les parties au sujet de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention, seront portées devant le Tribunal administratif de Nice.

Fait à Valbonne Sophia Antipolis, le

En deux exemplaires

Pour Mines ParisTech

Le Directeur

VINCENT LAFLECHE

Pour la Communauté
D'Agglomération
Sophia Antipolis

Le Président

JEAN LEONETTI

AR receptionné - Imprimer

Date de l'acte : 24/09/2018
Numéro : BC_2018_199
Nature : DE - Deliberations
Objet : Partenariat Université Côte d'Azur - Projet OPAL (Mésocentre) - Attribution d'une subvention
Matière : 7.5 - Subventions
Interlocuteur
Nom : VINCENT Laurence

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : JDa8Q7w

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 03/10/2018
Identifiant : 006-240600585-20180924-BC_2018_199-DE

Acte reçu

Date : 24/09/2018
Numéro interne : BC_2018_199
Code nature : 1
Code matière 1 : 7
Code matière 2 : 5
Objet : Partenariat Université Côte d'Azur - Projet OPAL (Mésocentre) - Attribution d'une subvention
Classification utilisée : 19/04/2017
Document : 99_DE-006-240600585-20180924-BC_2018_199-DE-1-1_1.PDF

Annexes

Nombre : 2
99_DE-006-240600585-20180924-BC_2018_199-DE-1-1_2.PDF
99_DE-006-240600585-20180924-BC_2018_199-DE-1-1_3.PDF

N